

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des procédures environnementales

N° 2010.143

**ARRÊTE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite*

VU le Livre V du Code de l'Environnement,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale,

VU l'arrêté préfectoral n° 15289 du 7 décembre 1992 modifié autorisant la société CFC DAUM à exploiter une installation de fabrication de pâte de verre sur le territoire de la commune de VANNES-LE-CHÂTEL,

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-261 du 18 octobre 2004 et notamment son article 2 relatif aux valeurs limites et contrôles des rejets aqueux de la société CFC DAUM à VANNES-LE-CHÂTEL,

VU les rapports de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine des 9 septembre 2010 et 3 décembre 2010 faisant suite à la visite de contrôle de l'établissement DAUM à VANNES-LE-CHÂTEL effectuée le 27 août 2010,

CONSIDERANT que les analyses réalisées sur les rejets aqueux de l'établissement DAUM à VANNES-LE-CHÂTEL montrent des teneurs en plomb et en matières en suspension supérieures aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral n° 2004-261 du 18 octobre 2004,

CONSIDERANT que ces dépassements sont récurrents depuis plusieurs années,

CONSIDERANT que ces émissions de polluants dans le milieu naturel et plus particulièrement dans le cours d'eau l'Aroffe sont susceptibles de présenter des dangers et inconvénients pour la santé publique et l'environnement,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> :

La société DAUM, dont le siège social est situé 27/29 rue des Poissonniers 92522 NEUILLY-SUR-SEINE, est mise en demeure de respecter les prescriptions fixées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-261 du 18 octobre 2004 autorisant et encadrant l'exploitation de ses installations industrielles situées à VANNES-LE-CHATEL, dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

### Article 2 :

Faute pour la société DAUM de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales.

### Article 3 :

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente mise en demeure a été notifiée.

### Article 4 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de TOUL, M. l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

Monsieur le Président de la société DAUM

et dont une copie sera adressée à MME le Maire de VANNES-LE-CHÂTEL

NANCY, le 14 JAN. 2011

Le préfet,

  
Dominique BELLION